

**REPUBLIQUE FRANCAISE***Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL****N° DLM2018-07 - Séance du 05 février 2018****ACTES****5. Institutions et vie politique****5.1 Election exécutif**

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
28	25	25

Vote	
Pour	
Contre	
A l'unanimité	x

L'an 2018, le cinq février à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Mairet, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 31 janvier 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie 31 janvier 2018.

**Présents** : Jean-Luc MEISSONNIER, Alain SOULIER, Béatrice BASSO, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Séverine MONIN, Carole CONTENSEAU, David RIBEIRO, Régine SUAY, Philippe MARTY, Aline DESTAILLATS, Damien CORDEAU, Patricia VANGREVELYNGHE, Marie-Thérèse AMALVY, Elisabeth MAZOLLIER, Mélissa JODAR, Mickaël MARTINEZ, Ludovic DUCAMP, Jean-Luc DE LA CLERGERIE, Stéphane VIDAL, Sylvain FOUREL.

**Absents :**

Morgan SIMAR, Fabien PEETERS, Yves MICHEL.

**Absents représentés :**

Thierry PERRIER (pouvoir à Sandrine GAUTIER), Olivier DURIX (pouvoir à Jean-Luc MEISSONNIER), François RODENAS (pouvoir à Béatrice BASSO), Anna RAMORA (pouvoir à Sylvain FOUREL).

**Secrétaire de séance** : Ludovic DUCAMP.

**N° DLM2018-07 – FIXATION DU NOMBRE ET DE L'ORDRE DES ADJOINTS AU MAIRE**

Monsieur le Maire a expliqué que conformément aux dispositions de l'article L. 2122-15 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) la démission d'un adjoint au maire est adressée au Préfet et devient définitive à partir de son acceptation par le représentant de l'Etat.

Par lettre du 18 janvier 2018, le Préfet de l'Hérault a accepté la démission de Monsieur Thierry PERRIER de ses fonctions d'adjoint au Maire pour des raisons professionnelles.

Conformément à son souhait, Monsieur PERRIER continuera à siéger au sein du Conseil Municipal en tant que conseiller municipal.

Suite à cette démission et conformément aux dispositions de l'article L. 2122-10 du CGCT, le Conseil Municipal a la faculté de :

- Modifier ou maintenir le nombre d'adjoints ;
- Procéder à l'élection d'un nouvel adjoint en remplacement de l'adjoint démissionnaire :
  - soit en décidant que le nouvel adjoint prend rang en qualité de dernier adjoint élu, les autres avançant automatiquement d'un rang ;
  - soit en décidant que le nouvel adjoint occupera, dans l'ordre du tableau, le même rang que l'élu qui occupait précédemment le poste devenu vacant.

Il a été proposé à l'Assemblée :

- De conserver le nombre d'adjoint, soit huit (8), conformément à la délibération du Conseil Municipal du 12 mai 2016,
- De conférer à chaque adjoint un rang supérieur à celui qu'ils occupent actuellement, en vue de l'élection d'un nouvel adjoint, prenant ainsi rang en qualité de dernier adjoint élu, à savoir le 8<sup>ème</sup> rang.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité, **CONSERVE** le nombre d'adjoint, soit huit (8), conformément à la délibération du Conseil Municipal du 12 mai 2016 et **CONFÈRE** à chaque adjoint un rang supérieur à celui qu'ils occupent actuellement, en vue de l'élection d'un nouvel adjoint, prenant ainsi rang en qualité de dernier adjoint élu, à savoir le 8<sup>ème</sup> rang.

Pour extrait conforme,  
Le 07 février 2018,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.